L'Europe de l'Est se voit comme défenseur des valeurs traditionnelles

Entretien avec Jacques Rupnik, directeur de recherches à Sciences Po Paris

Jacques Rupnik

Quelles grandes étapes ont marqué la chute du Mur de Berlin ?

Personne ne l'avait prévu mais, a posteriori, beaucoup de gens ont argumenté sur l'inévitabilité de ce qui s'est produit : l'économie stagnait, l'empire s'effondrait... Si l'on se tient à l'année 1989, on pourrait observer deux tournants. Quasiment le même jour, au début février, Gorbatchev annonça le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan et, en Pologne, on annonça l'ouverture d'une table ronde entre le pouvoir et l'opposition. Ce premier tournant fut marqué par la méthode et la nécessité de négocier, afin de maintenir la stabilité par une sorte de partage de responsabilités.

Le deuxième tournant eut lieu aussi en Pologne, le pays crucial, celui de *Solidarnosc*. Le 4 juin 1989, se déroulèrent les premières élections libres qui marquèrent la fin du régime. Le même jour, en Chine, ce fut Tian'anmen. La sortie en douceur n'était pas inévitable ni nécessaire, car la Chine rappelait la possibilité d'une autre option, celle de la modernisation autoritaire. Gorbatchev est allé à Pékin à ce moment-là et un dilemme se posa : est-ce qu'il choisit la voie autoritaire des Chinois ou celle de l'ouverture démocratique en Europe de l'Est dans la difficulté de gérer l'empire ? Dans l'histoire communiste, il y eut la période où l'empire profitait à son centre. On était arrivé à inverser la proposition : c'était au centre de subventionner les périphéries. De l'érosion on passa à la désagrégation de l'empire.

En Chine, Gorbatchev est considéré avec beaucoup de mépris : celui qui contrôlait la moitié de l'Europe et l'a bradée pour rien. Beaucoup de gens en Russie partagent aussi cette vision. En revanche, 1989 a été le tournant où les Chinois ont vu qu'il fallait rapidement fixer des limites à la démocratisation. Le modèle chinois devint alors celui du capitalisme autoritaire.

On critique Gorbatchev pour ne pas avoir eu de stratégie. Ce qui pourrait s'approcher d'une vision de Gorbatchev, c'est peut-être sa vision d'une « *maison commune européenne* », une sorte de cogestion de la crise en Europe de l'Est. L'empire ne pouvait plus y subvenir, mais la cogestion maintiendrait au pouvoir des réformistes et resterait alignée sur Moscou en politique étrangère : une sorte de finlandisation de l'Europe de l'Est. Après la fin de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev expliqua qu'il a accompagné la libéralisation des pays de l'Europe de l'Est sans leur demander ce qu'ils en feraient. Cette formule sympathique aux yeux des Européens est incompréhensible par les Chinois qui taxent d'amateurisme un responsable d'un empire qui se désengage sans avoir un projet plausible.

Le vrai tournant c'est Gorbatchev renonçant au recours à la force. C'était assez clair, il voulait éviter de reproduire la Tchécoslovaquie de 1968. Il était entouré de gens qui avaient vécu cette année-là, connaissaient la Tchécoslovaquie et en avaient été profondément marqués. Lorsque Gorbatchev rencontra pour la première fois Vaclav Havel, celui-ci était accompagné de son ministre des affaires étrangères, l'ancien dissident Jiří Dienstbier, qui dit à Gorbatchev qu'en août 1968, l'URSS a étranglé le « Printemps de Prague ». A quoi, Mikhaïl Gorbatchev répondit : « *nous nous sommes étranglés nous-mêmes* », c'est dire à quel point l'écrasement du Printemps tchécoslovaque résonnait encore pour lui et son entourage. Sa *perestroïka* était comme un écho des réformes démocratiques souhaitées par Dubcek[1], une tentative de réforme en profondeur du système. Gorbatchev a essayé de le faire, mais avec 20 ans de retard, et l'histoire ne repasse pas les plats !

1 : Premier secrétaire du parti communiste tchécoslovaque, figure de proue du Printemps de Prague.

Contrairement à la chute de l'empire austro-hongrois, principalement liée à la guerre, la décomposition à la périphérie de l'empire soviétique fut accélérée par celle du centre. Toutefois, dans les deux nations cas, quelles constructions d'États-nations après l'éclatement ?

Au fond, quels sont les vrais vainqueurs de 1989 ?

Les vainqueurs sont d'abord les sociétés d'Europe de l'Est libérées du soviétisme. Mais dans le sillage on trouve l'autre grande question à propos de 1989 : « *à qui, le mérite ?* ». Deux points de vue se distinguent : ceux qui réfléchissent à l'année 1989 proprement dite et ceux qui analysent les sources et les conséquences.

Une scène pourrait illustrer ces revendications de la victoire : lors d'une commémoration à Prague dix ans après, les chefs d'État s'interrogent sur la chute du Mur. Georges Bush ouvre le débat en proclamant que les États-Unis ont gagné la Guerre froide et ainsi libéré l'Europe du communisme. A cela, Margaret Thatcher ajoute que c'était le modèle d'économie de marché et de la libre entreprise, les réformes imposées par elle et Reagan, qui ont permis de vaincre le système soviétique. A son tour, Helmut Kohl souligne que c'était justement l'Allemagne qui a fourni le premier exemple et de réunification pacifique et démocratique qui préfigure celle de l'Europe. Lech Walesa répliqua que sans *Solidarnosc*, il n'y aurait pas eu la chute du Mur et que toute l'Europe avait une dette immense envers la Pologne : le début de la fin avait commencé bien avant 1989. Enfin, Mikhaïl Gorbatchev conteste ces discours triomphalistes qui présente l'URSS et lui-même comme vaincus, et se place ainsi dans une pensée héritée de la Guerre froide. Or son aspiration était contraire : bâtir une « *maison commune européenne* », promouvoir la coopération des États et la démocratie.

Chacun a donc sa version de l'histoire de 1989. On peut se positionner au centre et voir cette libéralisation pacifique à l'Est et l'ouverture vers l'Europe. On peut aussi se positionner en périphérie et souligner le réveil des sociétés et leurs contributions au changement. Dans cette compétition des mérites, tout dépend où l'on met le curseur.

Dans quelle mesure la chute de l'empire soviétique est-t-elle comparable avec celle de l'empire austro-hongrois ?

La chute de l'empire austro-hongrois est principalement liée à la guerre qui a été un formidable accélérateur de la désagrégation. L'historien François Fejtö dans *Requiem pour un empire défunt*, soulignait que la guerre avait permis aux adversaires de l'empire, les nationalistes tchèques aidés par la France, de le « *détruire* ». Je préfère le terme de « *dissolution* » de l'empire de Habsbourg. De même, le binôme guerre et révolution fut crucial pour la chute de l'empire tsariste. En revanche, l'empire soviétique n'a pas été directement menacé par la guerre ni par les soulèvements de périphéries. La décomposition à la périphérie est accélérée par celle du centre. Toutefois, dans les deux cas, des questions postcoloniales demeurent : que deviennent les anciennes périphéries ? Quelles constructions d'États-nation après l'éclatement ?

On pourrait peut-être trouver plus de parallèles entre la fin de l'URSS et l'éclatement de la Yougoslavie, qui fut aussi une fédération communiste. A l'époque on ne prêtait pas trop attention à cet État, mais il affrontait une crise de régime et une crise de l'État multinational, les deux étant liés et se renforçant mutuellement. Toutefois, ce fut une fin violente pour la Yougoslavie et une fin pacifique pour l'empire soviétique. A la différence de Belgrade, Moscou fut une victime consentante.

Comment est-on passé de l'idéal de 1989 à la « démocratie illibérale » ?

1989 opère une révolution démocratique qui prend comme référence la démocratie libérale telle qu'elle existe en Occident. François Furet remarqua alors que ce fut la première révolution dans histoire qui ne proposait pas un nouveau projet sociétal, mais adoptait un modèle venant de l'Occident. L'Europe fournissait un contre-modèle sous le régime soviétique, un modèle revendiqué lors de la libéralisation et qui symbolisait « *le retour en Europe* ». Ce modèle de référence se base sur des principes fondamentaux, tels que la garantie des libertés individuelles, le constitutionnalisme et la séparation des pouvoirs.

Un consensus sur cette orientation-là existait réellement au sein des élites des pays est-européens. Les gouvernements pouvaient changer, mais cette orientation demeurait. Elle avait comme dénominateur commun la perspective d'adhésion à l'Union européenne, vers laquelle tendaient les réformes économiques, les institutions d'État de droit et la démocratie parlementaire. Explicités par les critères de Copenhague[2], ces principes démocratiques, un État de droit et une administration publique capable de transposer les acquis communautaires dans le droit national ont prévalu pendant près de 20 ans.

Aujourd'hui, 30 ans après, le balancier est reparti dans un autre sens : Viktor Orban se revendique de la « *démocratie illibérale* » – une majorité au Parlement, mais sans la séparation des pouvoirs – et un courant souverainiste s'affiche avec une grande vigueur au sein de l'UE. Si le modèle occidental a été suivi avec succès, on s'interroge désormais sur les conséquences de l'avoir imité. Premièrement, on a découvert que le modèle depuis la crise économique de 2009 a montré ses limites. Deuxièmement, la critique s'est développée contre le consensus des élites libérales qui ont adopté le modèle épuisé et se trouvent aujourd'hui démunies. Il existe un ressentiment envers une tutelle présumée des grands pays de l'UE qui leur réservaient un statut de membres de 2e classe. Enfin, en imitant un modèle en crise, vous avez aussi reproduit ses symptômes. C'est l'achèvement du grand cycle libéral post-1989 qui a ses spécificités à l'Est, mais sa crise est de fait transeuropéenne et même transatlantique.

En Europe de l'Est, certains États se plaignent d'être considérés comme membres de second rang. Ce discours s'est exprimé en Hongrie et en Pologne, à partir du moment où l'Union européenne a commencé à pointer en 2015 le non-respect de certains droits. La crise migratoire a aussi provoqué une forte opposition du groupe de Višegrad[3] qui a rejeté la répartition des migrants par quotas. Un clivage est apparu et s'est approfondi au fur et à mesure que l'UE a riposté sur le non-respect de l'État de droit. A partir de ce moment, plusieurs dirigeants de l'Est ont exprimé leurs désaccords au sein de l'UE sur d'autres questions aussi à commencer par celle de « *l'autonomie stratégique* » de l'Europe, proposée par la France.

Le premier ministre hongrois Viktor Orban à Washington le 13 mai 2019. Un caractère populiste-souverainiste sur les questions de démocratie et conservateur sur les questions de société, avec un fort besoin de sécurité.

Il est intéressant de noter que cette poussée des « *démocraties illibérales* » n'est pas le fait de nostalgiques de l'ancien régime, mais est animé par d'anciens dissidents : Orban, Kaczynsky qui ensemble ont appelé, à Krynica en 2016, à une « *contre-révolution* » en Europe. Ce sont des populistes-souverainistes sur les questions de démocratie et des conservateurs sur les questions de société. Avec une triple fracture par rapport au libéralisme : politique (constitutionnalisme), économique (économie de marché vs « patriotisme économique ») et sociétal (valeurs et droits de l'homme vs la nation, la religion, la conception du mariage). Ce rejet libéralisme sociétal associé à l'Europe a une forte assise dans les sociétés du centre et de l'Est européen. D'où le discours sur la défense culturelle et « *civilisationnelle* » d'une Europe fondée sur des valeurs chrétiennes.

L'Europe est-elle encore unie aujourd'hui ? Quel est votre regard sur le couple franco-allemand qui fut à l'origine de la construction européenne ?

Les pays du groupe de Višegrad se méfient du couple franco-allemand, vu comme une forme de domination au sein de l'UE. Le couple franco-allemand est perçu comme une forme de tutelle, considérant l'Est comme de petits pays tard venus en prise au « *souverainisme* ».

2 : Conditions pour l'accession à l'Union européenne, fixées par le Conseil européen de Copenhague en 1993.

3 : Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie.

Probablement, les pays de Višegrad ne mesurent pas toujours bien la profondeur et l'origine historique du projet européen : deux adversaires historiques qui, après les trois guerres, eurent la volonté de créer un projet de paix. Arrivés dans l'UE 50 ans plus tard, les pays d'Europe centrale n'ont pas participé au processus très complexe qui fit le lien entre la guerre et le projet d'intégration. Ils sont arrivés dans une organisation déjà en place qu'ils prirent comme « allant de soi ». C'est pour cela qu'ils ne voient pas la bonne entente franco-allemande comme une condition d'avancement du projet, mais plutôt comme une hégémonie, même dans un contexte actuel, où le « moteur » franco-allemand semble quasiment à l'arrêt.

Avec le Brexit ils perdent leur allié principal dont ils avaient épousé la vision de l'Europe, centrée sur le marché unique et l'élargissement. D'où l'intérêt pour certains aujourd'hui de nouer de nouvelles relations au sein de l'UE avec l'Europe du centre-sud entre l'Autriche ou l'Italie.

Quel est le regard de la jeunesse sur l'Europe ?

La nouvelle génération est différente en effet, née après 1989, avec l'UE comme une évidence, elle a tendance à être plus attachée à l'Europe qui présente l'ouverture, la mobilité, la garantie des droits civiques. La jeunesse n'est pas dans ce discours de ressentiment, elle prend l'Europe comme une réalité qui représente un ancrage pour la démocratie et des avantages matériels. Dans les pays divisés intérieurement, comme la Pologne et la Hongrie, la jeune génération voit aussi dans Europe la garantie de l'État de droit à l'intérieur. Face aux dérives actuelles – la montés de l'autoritarisme ou du nationalisme – elle regarde l'Europe comme un garde-fou incontestable. Les trois quarts de la population polonaise et une large majorité de Hongrois ont une opinion positive de l'Union.

Enfin l'Europe est vue aussi comme garante de la sécurité face au voisin de l'est. C'est le facteur géopolitique comme contrainte face aux dérives « *souverainistes* » : l'appartenance à l'Union européenne protège contre d'éventuelles influences du grand voisin de l'est.

A cet égard, s'agit-il de la défense européenne ou de l'appartenance à l'Alliance atlantique ?

Le Groupe de Višegrad est divisé sur la Russie : entre l'indulgence d'Orban et la position très dure de la Pologne, avec les Tchèques et les Slovaques entre les deux. Toutefois, le facteur géopolitique joue un rôle crucial et la perception de la menace russe fut ravivée par la crise ukrainienne.

Longtemps le raisonnement en Europe centrale a consisté à privilégier l'OTAN pour la sécurité et la défense, et l'UE pour le reste (économie, droit, etc). Avec l'arrivée de D. Trump à la Maison blanche, une forte dose d'imprévisibilité est apparue dans la position américaine. On prend plus au sérieux l'objectif des 2 % pour le budget militaire et, comme dans le cas polonais, on joue à fond la carte bilatérale de l'allié le plus fidèle en Europe pour s'assurer de la garantie de sécurité américaine. Réticents à l'idée d'une « *autonomie stratégique* » de l'Europe, mais conscients des doutes qui planent désormais sur l'OTAN, la plupart des pays d'Europe centrale se rallient à l'idée d'une politique de sécurité et de défense européenne, à condition, bien entendu, qu'elle ne se présente pas comme une initiative pouvant affaiblir l'OTAN.

*Propos recueillis par Nathalie de Kaniv**
Association Europe-IHEDN

Soldats hongrois au centre d'entraînement au combat de Bakony, en Hongrie, le 20 septembre 2019, durant l'exercice de l'OTAN Brave Warrior. La perception de la menace russe demeure aiguë chez ses proches voisins.

Le Pr Jacques Rupnik est professeur et directeur de recherches à Sciences Po de Paris et au CERI, ancien conseiller à la Commission européenne, il a été conseiller de l'ancien président de la République tchèque Vaclav Havel.